

Commission : Commission parlementaire pour la coopération et la paix au Moyen Orient
Problématique : Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne ?

Auteur : les Emirats Arabes Unis

Les Emirats Arabes Unis (EAU) sont situés au sud-est de la péninsule arabique, entre le sultanat d'Oman et le royaume d'Arabie Saoudite (AS). Également a accès au Golfe Oman et le Golfe Persique. Depuis l'indépendance et la création de la fédération en 1970, les sept émirats qui constituent les Émirats arabes unis ont consolidé leur statut fédéral. Le pays est dirigé au niveau fédéral par le Président le Cheikh Khalifa ben Zayed Al Nahyane et par le Vice-président et Premier Ministre, le Cheikh Mohammed ben Rashid Al-Maktoum. Les EAU continuent d'être au centre de la querelle diplomatique entre plusieurs États arabes et le Qatar qui a éclaté en juin 2017.

En 2011, la guerre civile syrienne a débuté. Le 25 septembre 2013, le ministre des Affaires étrangères Abdullah bin Zayed Al Nahyan a déclaré que les EAU continueraient de soutenir le peuple syrien et ses aspirations légitimes à restaurer la sécurité et la stabilité du pays. Les EAU ne soutiennent pas activement le gouvernement de Bashar Al-Assad. Le 13 janvier 2014, le Premier Ministre a déclaré qu'il ne pouvait y avoir de solution à long terme pour mettre fin à la guerre avec Assad au pouvoir.

Depuis 2012, les EAU ont fourni plus de 530 millions USD en aide humanitaire et aide au développement pour faire face à la crise syrienne (chiffres officiels des EAU). En ce qui concerne la pandémie de COVID-19, les EAU ont envoyé trois avions d'aide médicale à Damas pour aider à réduire la propagation du coronavirus et soutenir le secteur médical syrien. Il convient cependant de noter que les Émirats arabes unis n'ont rien promis lors de la récente conférence sur la Syrie.

Les EAU et AS sont les piliers de la coalition militaire de 9 pays arabes¹ qui intervient au Yémen depuis 2015 au côté des forces gouvernementales contre les rebelles Houthis, soutenus par l'Iran. Ces derniers contrôlent de vastes zones de l'ouest et du nord du pays, dont la capitale Sanaa. La guerre au Yémen a tué des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux civils, selon diverses organisations humanitaires. Environ 3,3 millions de personnes sont toujours déplacées et 24,1 millions, soit plus des deux tiers de la population, ont besoin d'assistance, d'après l'ONU. Au cours des deux dernières années, l'AS et les intérêts des EAU au Yémen ont commencé à diverger, compliquant encore davantage la dynamique du conflit sur le terrain. Actuellement, les EAU semblent se désengager et deviennent de moins en moins actifs dans le financement de la réponse humanitaire de l'ONU au Yémen.

L'UE a joué un rôle de premier plan à la fois dans la coordination des donateurs humanitaires engagés au Yémen et dans la coordination des acteurs du développement soutenant la résilience de l'économie yéménite. L'UE (avec la Suède) a organisé une réunion de hauts fonctionnaires (SOM) en février 2020, alignant les donateurs sur un message ferme aux Houthis et ouvrant initialement l'espace pour les opérations au Yémen. Les EAU ont participé en ne prenant aucun engagement concret.

Le début de la pandémie mondiale de COVID-19 a entraîné de nouvelles restrictions d'accès. Actuellement, la crise au Yémen s'aggrave et l'ONU a alerté sur un risque imminent de famine. Dans le même temps, le Plan d'intervention humanitaire du Yémen n'est que partiellement financé. Ceci est principalement le résultat de faibles engagements de la part des donateurs arabes, ainsi que de faibles niveaux de décaissement des montants déjà promis. En novembre 2020, l'UE et la Suède appellent les donateurs du Golfe à honorer leurs engagements antérieurs et à intensifier leur engagement dans la réponse humanitaire, à laquelle les EAU ont de nouveau participé, sans prendre d'engagement concret.

L'intérêt des EAU pour la Méditerranée Orientale et ses conflits régionaux² a été directement associé aux préoccupations sécuritaires d'Abou Dhabi vis-à-vis des Frères musulmans, mais aussi comme contrepoids aux ambitions expansionnistes accrues de la Turquie. Les EAU ont adopté une approche

¹ .A.U, Arabie Saoudite, Maroc, Egypte, Soudan, Jordanie, Koweït, Bahreïn, Qatar

² Égypte, Libye et Syrie

plus active et interventionniste de leur politique étrangère, sans aucun signe de modération. Le récit «d'assurer une implantation arabe sur les terres arabes» a été utilisé avec diligence par les EAU pour contrer l'influence non arabe principalement de la Turquie et de l'Iran.

Les EAU ont adopté l'Agenda 2030 et s'efforcent d'atteindre les objectifs de développement durable, inclus sur la paix et les partenariats internationaux. L'UE et les EAU ont développé une relation diplomatique centrée sur des intérêts politiques et régionaux communs. Les relations avec l'UE existaient auparavant dans le cadre de l'accord de coopération UE-Conseil de coopération du Golfe (CCG) de 1988, une relation de région à région avec les pays du CCG. L'UE et les EAU ont un intérêt commun à garantir la stabilité dans la région du Moyen-Orient. Les EAU sont de plus en plus actifs sur la scène régionale et mondiale, se révélant être un partenaire solide et fiable de l'UE dans plusieurs domaines, notamment la lutte contre le terrorisme et la non-prolifération.

Les EAU continueront de jouer un rôle important pour la sécurité régionale, étant un îlot de stabilité politique et économique au Moyen-Orient, avec une longue tradition de maintien de relations diplomatiques solides avec d'autres acteurs internationaux, tels que l'UE. En raison des intérêts géopolitiques et des relations étroites du régime syrien actuel avec l'Iran, les EAU aident la population syrienne à progresser vers la démocratie et l'état de droit. De même, EAU sont en train de réduire le nombre de leurs troupes postées au Yémen et vont passer d'une stratégie militaire à la paix, en cherchant des moyens d'aider le gouvernement du Yémen à unifier son pays et à mettre fin aux difficultés humanitaires de la population.